



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



ECHOS DU PRAPS

Bulletin Trimestriel d'information du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel

N° 17&18

Juin 2020

SOMMAIRE

EDITORIAL

COVID 19 et continuité des activités du projet

FOCUS

Le PRAPS-2: avancées dans la préparation

VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION

BURKINA FASO
MALI
MAURITANIE
NIGER
SENEGAL
TCHAD

REGARDS DES ACTEURS

ALBUM

AGENDA

ÉDITORIAL



COVID 19 et continuité des activités du projet

La pandémie du COVID-19 s'est invitée au Sahel et en Afrique de l'Ouest au mois de mars 2020. Ses premiers impacts négatifs sur le plan sanitaire, social et économique ont été analysés par différents acteurs (institutions nationales et intergouvernementales, réseaux d'organisations pastorales, ONG, etc.).

De ces analyses, il ressort que les filières agropastorales font partie des secteurs les plus durement touchés. En effet, la pandémie intervient dans un contexte de crises multiples et dans des terroirs affectés par des déficits fourragers structurels (Mauritanie, Sénégal) ou l'insécurité civile (Burkina Faso, Mali, Niger). Les mesures restrictives de gestion du COVID-19, prises par les Etats, notamment la fermeture des frontières terrestres et la restriction en matière de déplacements et de regroupement internes perturbant la transhumance, la fermeture des marchés à bétail, ont contribué à fragiliser davantage les populations pastorales.

Malgré la levée partielle ou l'assouplissement de ces mesures restrictives en ce mois de juin 2020, la situation reste difficile pour le secteur pastoral: la concentration des troupeaux sahéliens dans des espaces restreints représente des risques de conflits agriculteurs-éleveurs au moment où le démarrage de la saison pluvieuse est annoncé précoce. Les mouvements des transhumants transfrontaliers et même nationaux vers les terroirs d'attache doivent être facilités pour permettre un accès sécurisé aux pâturages et préserver la paix entre communautés. Ce travail de facilitation de la mobilité transfrontalière devrait prendre en compte de manière appropriée, les mesures de fermeture des frontières adoptées par certains pays, bien avant la crise du Covid19.

Les activités du PRAPS n'ont pas été épargnées par le COVID-19: les campagnes de vaccinations ont été stoppées, les constructions ou les réhabilitations des infrastructures pastorales ralenties, les activités d'information, de formation, de capitalisation participative annulées ou reportées.

Cependant, la force des technologies numériques aidant, les services de vidéo-conférences ont été largement utilisés depuis le début de la pandémie en mars 2020 : les équipes du PRAPS ont pu ainsi valider des documents, organiser des réunions de comités de pilotage et des missions virtuelles d'appui à la mise en œuvre du projet, avancer dans la préparation de la seconde phase du projet (PRAPS-2).

Ces technologies numériques vont être d'ailleurs davantage utilisées dans le cadre de la seconde phase du projet à travers le développement des services digitaux (comme par ex. l'inclusion financière via finance numérique/ le mobile money, le service d'information et de conseil type GARBAL sur l'état des ressources en eau et de la biomasse, les plateformes d'apprentissage digitales, les informations sur les marchés, la gestion de la chaîne d'approvisionnement). Outre cette thématique sur le digital, la construction et la réhabilitation d'infrastructures pastorales, le contrôle des maladies animales, le PRAPS-2 s'intéressera, aussi, à l'inclusion sociale des pasteurs et à l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Maty Ba-Diao, Coordonnatrice Régionale





FOCUS

Le PRAPS -2: avancées dans la préparation

Renforcer la résilience des communautés pastorales

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) fait partie des 12 projets phares sélectionnés dans le portefeuille du Groupe de la Banque mondiale pour la mise en œuvre de l'Alliance Sahel. Dotée d'une enveloppe financière de 248 millions US\$, la première phase du PRAPS, en cours d'exécution depuis 2015, est prévue s'achever en fin décembre 2021.

Plus qu'en 2013, et la Déclaration de Nouakchott sur le Pastoralisme, la nécessité de renforcer le soutien à ce sous-secteur est toujours d'actualité au Sahel et en Afrique de l'Ouest. En effet, l'augmentation des risques accrus de conflits liés à la concurrence pour les ressources naturelles, les changements climatiques, l'aggravation de l'insécurité civile régionale et l'accroissement de la pauvreté constituent des défis majeurs et les actions menées par le PRAPS-1 nécessitent d'être renforcées à travers une seconde phase.



Le processus de préparation de cette seconde phase du projet a été lancé lors de la 6ème session du Comité Technique Régional (CTR-6), tenue du 9 au 13 décembre 2019 à Niamey au Niger. La feuille de route convenue entre les pays, la Banque Mondiale et les Institutions sous régionales (CEDEAO/UEMOA/CILSS) prévoit une soumission du projet pour approbation par le Conseil d'Administration de la Banque lors de sa session du 30 mars 2021. La coordination opérationnelle de la préparation de cette seconde phase du projet a été confiée au CILSS sous l'égide politique de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Dans les projections, le PRAPS-2 mettra un accent sur les pays de la phase 1 : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad avec une possibilité d'extension

Pour faciliter la conduite des travaux, les institutions partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du PRAPS-1, de même que les six (6) pays ont été invités à désigner des points focaux pour la mise en place d'une Task Force Régionale sur le Pastoralisme (TFRP).

L'organisation de la préparation de la phase 2 du PRAPS se fait sur le même schéma que la phase 1 avec des groupes de travail thématiques au niveau des six (6) pays, l'équipe du CILSS et celle du CRSA au niveau Régional, en partenariat avec les acteurs internationaux/ régionaux. Ces équipes bénéficient de l'appui de la Banque mondiale et du Centre d'investissement de la FAO. Depuis janvier 2020, les différentes sessions virtuelles de concertation ont permis d'aboutir à la formulation de l'objectif général de développement du projet (PDO) et de la structure générale du projet (composantes et sous-composantes).

L'objectif de développement du PRAPS-2 est: **"Améliorer la résilience des pasteurs et des agropasteurs dans certaines zones de la région, et renforcer les capacités des pays à répondre rapidement et efficacement aux crises ou aux urgences pastorales"**.





FOCUS

Le PRAPS 2 : avancées dans la progression

Renforcer la résilience des communautés pastorales

Le PRAPS-2 sera également organisé autour de cinq (5) composantes:

1. Amélioration de la santé animale et contrôle des médicaments vétérinaires

SC 1.1 : Renforcement des capacités des services vétérinaires

SC 1.2 : Appui à la surveillance et au contrôle harmonisé des maladies prioritaires

SC 1.3 : Appui au contrôle des médicaments vétérinaires

2. Gestion et gouvernance durables des paysages

SC 2.1 : Sécurisation de l'accès aux ressources naturelles et gestion durable des paysages.

SC 2.2 : Gestion durable des infrastructures d'accès à l'eau

SC 2.3 : Production fourragère

3. Amélioration des chaînes de valeur du bétail

SC 3.1 : Aménagement et mise en valeur des infrastructures stratégiques pour le commerce régional

SC 3.2 : Renforcement des capacités des organisations professionnelles des filières pastorales nationales et régionales

SC 3.3: Appui au développement d'opérations innovantes de valorisation des filières pastorales

4. Amélioration de l'inclusion sociale et économique des femmes et des jeunes

SC 4.1 : Formation professionnelle

SC 4.2 : Inclusion sociale

SC 4.3 : Appui aux investissements (financement de

sous-projets)



5. Coordination des projets, renforcement institutionnel, et prévention et réponse aux urgences

SC 5.1. Coordination du projet

SC 5.2. Renforcement institutionnel

SC 5.3. Intervention d'urgence

Quelques dates clé de la Feuille de route de formulation du PRAPS 2

Préparation : Avril 2020 – Novembre 2020

Réunion de décision de la Banque : 13 Janvier 2021

Négociations : 22-26 Février 2021

Approbation : 30 Mars 2021

Entrée en vigueur : ~ 3/5 mois après approbation





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -BF

L'employabilité des jeunes, un levier de lutte contre la pauvreté en milieu pastoral

Autonomisation des jeunes : 120 jeunes formés et équipés

L'employabilité des jeunes par la diversification des sources de revenus, c'est l'un des objectifs du « Volet B » de la composante 4 du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel Burkina Faso (PRAPS BF). En effet, le PRAPS-BF a procédé les 12 et 13 février 2020, dans deux régions de sa zone d'intervention (respectivement Bobo-Dioulasso et Fada N'Gourma) à une remise de kits à des jeunes formés dans divers métiers de leurs choix.

A Bobo -Dioulasso, ils étaient 78 jeunes à recevoir des mains du Ministre des ressources animales et halieutiques, Sommanogo KOUTOU, des kits pour leur insertion socio professionnelle, après avoir été formés durant 9 mois dans les métiers ci-après: apiculture, couture, tissage, soudure, maçonnerie, coiffure et mécanique moto. Le montant des kits pour cette région est estimé à plus de 18 millions de francs CFA. Pour la région des Hauts Bassins, ils sont au total 82 jeunes issus de ménages pastoraux et agropastoraux à avoir été formés dans 12 métiers de leurs choix.



A Fada N'Gourma, 42 jeunes de la région de l'Est ont été formés dans les métiers suivants : embouche, tissage, couture et coiffure. Ces jeunes ont été dotés de kits d'une valeur estimée à plus de 8 millions de francs CFA. Une prochaine vague de trente jeunes devraient également recevoir des Kits et bénéficier d'une formation en entrepreneuriat.

Ces kits selon les représentants des bénéficiaires, leur permettront de s'insérer professionnellement dans leurs milieux, d'où une grande satisfaction et un grand remerciement au PRAPS BF.

Les jeunes, à travers leurs porte-paroles, saluent l'initiative et prennent l'engagement de rentabiliser au mieux les outils de travail reçus.

Signalons qu'avant la remise des Kits, les jeunes ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat.

Cette formation leur permettra de mieux gérer leurs affaires.

Pour Otongnognon Bintou SESSOUMA de la commune de N'dorola (Kéné Dougou), bénéficiaire de formation en couture, le kit reçu va positivement changer sa vie ainsi que celle de sa famille, si elle a le courage de bien travailler en se donnant à fond à ce métier, a-t-elle soutenu.



Pour Issa BARRO de la commune de Sindou, bénéficiaire de la formation en mécanique moto, le kit reçu vient parachever l'accompagnement du PRAPS BF à son endroit car, soutient-il, après la formation de neuf (09) mois durant laquelle il a perçu une allocation mensuelle de 20 000 FCFA, il est totalement édifié par cet outillage qui lui permet de s'installer directement à son propre compte.

Ces deux bénéficiaires, à l'instar de leurs collègues adressent leurs remerciements au PRAPS-BF et souhaitent que de telles initiatives soient élargies pour d'autres jeunes qui sont dans le besoin.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MALI

La cohésion et l'entente renforcée au sein de l'Union des Femmes Rurales du Cercle de Yorosso (UFRCY) grâce au PRAPS

Des appuis pour renforcer la résilience des populations vulnérables en milieu pastoral

En 2018 et 2019, le PRAPS-Mali a financé 42 groupements et 67 promoteurs individuels totalisant 2540 bénéficiaires dont 100% de jeunes et environ 75% de femmes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti en embouche de petits ruminants, aviculture villageoise et en transformation de lait.

Aussi, 734 bénéficiaires ont été identifiés, sélectionnés et formés en embouche de petits ruminants, aviculture villageoise et en transformation de cuirs et de peaux dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka, Taoudéni au cours de l'année 2019.

Le montant total des financements de ces AGR s'élève à 120 000 000 FCFA pour les deux années (2018- 2019). 300 AGR d'un montant de 180 000 000 FCFA sont prévus pour l'année 2020.

« Grâce au Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)-Mali, plusieurs membres de notre association ont pu renflouer leur fonds de commerce et diversifier leurs sources de revenus. » Ces mots sont de Mme DAO Niara SOGOBA, Présidente de l'Union des Femmes Rurales du Cercle de Yorosso (UFRCY), une Union de 32 groupements d'environ 1000 membres



composés de femmes et de jeunes filles.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du volet B de sa composante 4, « Diversification des sources de revenus. », le PRAPS-Mali finance des activités génératrices au profit des organisations socio professionnelles.

Ce processus de financement qui accorde une attention particulière aux femmes et aux jeunes comporte des phases d'identification et de sélection des groupements bénéficiaires. Les bénéficiaires ainsi sélectionnés sont accompagnés et orientés dans l'identification de leurs AGR

et de leurs besoins en formation et dans le montage de leurs projets d'AGR pour le financement. Les promoteurs des projets financés sont ensuite suivis et accompagnés pour une mise en œuvre efficiente et efficace de leurs activités.

La Composante 4:« Amélioration de la Gestion des crises pastorales», fait partie des quatre composantes techniques du projet dont les initiatives intégrées et combinées visent à améliorer la santé animale, la gestion des ressources naturelles, la facilitation de l'accès aux marchés et la gestion des crises pastorales.

L'Union des Femmes Rurales du Cercle de Yorosso héros de notre histoire fait partie des bénéficiaires de 2018. Comme appui, l'Union a acquis de la part du projet des Kits d'embouche de petits ruminants d'une valeur totale de 600 000 FCFA au profit de 142 femmes sur les 1000 membres de l'Union. Ces kits sont composés de 6 béliers d'une valeur de 300 000 FCFA, d'aliments de bétail, et d'autres petits matériels/équipements aussi d'une valeur de 600 000 FCFA. Les petits ruminants ont été acquis à un montant total de 300 000FCFA. Après les 03 mois d'embouche, ils ont été revendus à un montant total de 420 000FCFA soit un bénéfice net de 120 000 FCFA. Les 320 000 FCFA ont été utilisés pour démarrer un nouveau cycle d'embouche. Le bénéfice net a été déposé dans la caisse de l'union. Cette caisse est destinée aux membres du groupe sous forme de don en cas d'urgence ou de prêts remboursables sans intérêt en cas de besoins justifiés.

Mme DAO Niara SOGOBA, Présidente de l'Union des Femmes Rurales du Cercle de Yorosso témoigne: « **Grâce à l'appui du projet, notre Union a aidé plusieurs membres du groupe avec les petits ruminants acquis qui étaient au bord de la faillite à renflouer leur fonds de commerce et à fructifier leurs activités. Cela a contribué à renforcer la cohésion et l'entente au sein de l'Union.**

Nous sommes à notre deuxième cycle d'embouche. Ces animaux sont eux aussi prêts pour la vente. Dans quelques semaines, nous allons les vendre et entamer un autre cycle »

Ce satisfecit de Mme DAO Niara rentre en droite ligne de l'objectif même du volet B de la composante 4 de PRAPS-Mali qui est le volet visant à améliorer la résilience conjoncturelle et structurelle des populations vulnérables en milieu pastoral notamment par le renforcement des capacités des organisations socio professionnelles et pastorales.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MALI

Au Sahel : Des marchés à bétail font peau neuve au bénéfice des communautés pastorales

A travers le développement durable et la sécurisation des infrastructures marchandes, le PRAPS-Mali contribue à accroître la vente d'animaux par une stimulation de la fréquentation des marchés à bétail de référence



AVANT L'INTERVENTION DU PROJET

Les marchés à bétail du projet étaient pour la plupart très petits et non clôturés. Les marchands sont obligés de parquer la grande partie de leurs animaux à l'extérieur des marchés. Cette situation expose les animaux à la divagation, à leur perte et même au vol. Aussi, au sein de certains marchés, il n'y avait aucune source d'eau potable, pas de toilettes appropriées, pas de hangar de négociation, pas de quai d'embarquement, pas de magasin de stockage, pas d'abreuvoirs spécialement aménagés pour les animaux, et dans certains endroits les constructions sont vétustes et/ou en banco, toutes choses qui affectent considérablement la fréquentation de ces marchés (ci-dessus, une vue des marchés à bétail avant les travaux de réhabilitation par le PRAPS dans les zones d'intervention du projet).

De 2018 à 2019, le PRAPS Mali a réhabilité 14 marchés à bétail dont cinq (05) dans la zone du Mali Nord- Est et neuf (09) dans la zone du Delta Central. Les travaux de réhabilitation de ces marchés qui ont coûté environ 1 400 000 000 FCFA ont porté essentiellement sur les travaux de sécurisation (construction de mur de clôtures du marché, de hangars de négociation, de magasins de stockage d'aliments pour bétail, d'abri marchand, de quais d'embarquement). Ces travaux ont aussi porté sur l'hygiène et l'assainissement (construction de toilettes appropriées, aménagement de forages équipés de panneaux solaires, de châteaux d'eau et d'abreuvoirs pour les animaux). En 2020, les travaux de onze (11) marchés dont neuf (09) dans la zone du Mali Nord- Est et deux (02) dans la zone du Delta Central sont en cours de finalisation.

APRES L'INTERVENTION DU PROJET: les clôtures, les quais d'embarquement, les hangars de négociation, les box gros et petits ruminants, les abreuvoirs, les forages équipés de panneaux solaires et de châteaux d'eau sont entre autres infrastructures aménagées et réalisées par le PRAPS-Mali dans ses zones d'intervention (ci-dessous, vue des marchés après les travaux de réhabilitation par le projet).

Les travaux réalisés ont contribué à augmenter considérablement le nombre d'animaux vendus sur les marchés. M. Daouda TOGOLA, enquêteur au marché à bétail de Bourra (Yorosso) témoigne : "le nombre de bétail enregistré sur le marché de Bourra au mois de novembre 2019 a atteint les 300 têtes alors qu'en 2018, pendant la même période nous n'avions enregistré que seulement 100 têtes. Le nombre d'animaux en provenance du Burkina Faso a également augmenté.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MALI

Systeme d'alerte précoce : de nouveaux paramètres pour sécuriser les communautés pastorales

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le **Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)-Mali** se base sur la stratégie de "faire-faire"

Les indicateurs pastoraux permettent de suivre la situation pastorale et de l'analyser avec les autres composantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils permettent de mieux prévoir les pasteurs et agro pasteurs et leur bétail dans les plans de réponse en cas de crise alimentaire et nutritionnelle.



Les données SAP collectées et les données des autres services/ ONG, enquêtes périodiques sont mises en commun, analysées lors de la rencontre du Cadre Harmonisé (un dispositif consensuel en partenariat avec le CILSS) qui se tient deux fois par an et regroupant l'ensemble des acteurs impliqués dans l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La stratégie du PRAPS-Mali basée sur le faire-faire, consacre l'établissement d'un cadre de collaboration formelle entre le PRAPS-Mali et des services techniques spécialisés, publics et paras publics, des organisations professionnelles de pasteurs et d'agro-pasteurs. C'est ainsi que le PRAPS-Mali a établi un protocole de collaboration avec le Système d'Alerte Précoce (SAP). Le SAP est un service para public rattaché au Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Il a pour mission de collecter et d'analyser les données en identifiant les zones, les populations et le cheptel à risque d'insécurité alimentaire. Ces informations sont ensuite mises à la disposition des décideurs afin que ceux-ci puissent prendre des décisions optimales pour anticiper la réponse aux crises alimentaires. La collecte des informations se fait mensuellement sur la base de paramètres prédéfinis. Concernant le pasto-

ralisme, six paramètres pastoraux étaient déjà intégrés dans l'analyse de la sécurité alimentaire à savoir : (i) l'état des pâturages, (ii) les conditions d'abreuvement, (iii) l'état d'embonpoint des animaux (iv) le mouvement des troupeaux, (v) la situation zoo-sanitaire/épidémie, (vi) le prix moyen des animaux désagrégé en effectif présenté et vendu et ratio prix chèvre/céréale.

Toutefois, il a été constaté que ces paramètres bien que très pertinents ne permettent pas d'analyser en profondeur la situation pastorale.

Face à ce constat, dans le cadre de leur collaboration, les deux parties, le PRAPS-Mali et le SAP se sont fixés entre autres comme objectifs, d'améliorer la prise en compte du pastoralisme dans le système d'alerte précoce à travers l'introduction de nouveaux paramètres pastoraux dans le dispositif existant de gestion des crises.

Pour ce faire, la méthodologie adoptée a porté sur une étude diagnostique du SAP qui a permis de : (i) actualiser le nombre d'indicateurs pastoraux existant dans le SAP, (ii) identifier de nouveaux indicateurs pastoraux permettant d'analyser au plus la situation pastorale et de permettre d'alerter les décideurs pour les éventuelles crises ou poches de difficultés touchant les pasteurs et leurs moyens d'existence, notamment le bétail, (iii) réviser les outils de collecte du SAP pour prendre en compte les nouveaux indicateurs pastoraux, (iv) renforcer les commissions SAP dans les différentes instances régionales, locales et communales afin de leur permettre de prendre en compte au mieux les nouveaux indicateurs dans les données collectées, (iv) appuyer la décentralisation du SAP à travers la mise en place et la formation des comités dans certains villages cibles appelés systèmes communautaires d'alerte précoce réponse aux urgences (SCAP-RU) pour permettre de renforcer le dispositif de collecte des données au niveau des villages pour lesquels un outil de collecte adapté a été élaboré afin de leur permettre de collecter les informations.

La stratégie mise en place a permis d'identifier quatre (04) nouveaux indicateurs pastoraux qui sont : (i) les pertes de bétail, (ii) les mises -bas, (iii) l'accès physique des pasteurs aux marchés, (iv) le suivi de la campagne de vaccination. Cette stratégie a aussi permis de consolider les six (06) indicateurs pastoraux existants dans le SAP cités ci-dessus portant à dix (10) le nombre d'indicateurs pastoraux dans le dispositif, conformément au résultat attendu dans le Cadre de Résultats du PRAPS-ML.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MR

Gestion des ressources naturelles en Mauritanie

L'expérience innovante de mise en place de schémas d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux et de chartes pastorales

La réorganisation des parcours pastoraux et la gestion rationnelle de l'espace et des ressources pastorales en Mauritanie afin de garantir leur pérennisation au profit des générations actuelles et futures est une problématique majeure pour le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel Mauritanie (PRAPS-MR).



C'est dans cette optique que la Composante 2 du projet (Amélioration de la gestion des ressources naturelles) a entamé et organisé au cours de l'année écoulée (avril et mai 2019) une série de six (06) ateliers départementaux et régionaux de réflexion sur les schémas d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux (SAGEP), suivie d'autres ateliers d'amendement et de validation de chartes pastorales intercommunales au niveau de six (6) Zones d'Intérêt Pastoral (ZIP) identifiées par le projet en Mauritanie.

Ces ateliers avaient pour objectif de sensibiliser et faire adhérer les participants à l'esprit de Chartes pour les Zones d'Intérêt Pastoral identifiées, partager les enjeux et les priorités des Schémas d'Aménagement et de gestion de chaque zone d'intérêt pastoral retenu, identifier les comités de rédaction intercommunaux des projets de chartes pour chaque Zone d'Intérêt Pastoral, et enfin élaborer, amender et valider les modèles de textes des chartes pastorales, etc. Les rencontres (qui se sont déroulées dans les wilayas du Hodh El Chargui, du Hodh El Gharbi, du Guidimakha, du Brakna et du Trarza) ont vu la participation de plus d'une centaine de personnes. Il s'agit des autorités administratives et communales (Hakems, chefs d'arrondissement et maires), les Chefs de Services Techniques déconcentrés de trois ministères (Ministère du Développement rural, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement), les représentants des Associations de Gestion Locale Collective (AGLC) ainsi

que les associations socioprofessionnelles de pasteurs et agro-pasteurs (Groupement National des Associations des Coopératives agrosylvopastorales, Fédération nationale de l'Élevage et l'antenne de l'APESS en Mauritanie, etc.).

ZIP et SAGEP : une approche innovante de mise en place de chartes pastorales

Les zones d'intérêt pastoral (ZIP) avaient été préalablement identifiées au niveau des wilayas concernées par le projet avec l'appui d'une assistance technique internationale (ATI), qui a tenu plusieurs réunions et des focus group avec des groupes d'usagers des ressources naturelles. Ces ZIP ont été constituées dans les wilayas du Hodh El Chargui, du



Hodh El Gharbi, du Brakna, du Trarza et du Guidimakha (2 regroupements de communes de Arr/Ajar et Wompou/Gouraye). C'est au cours de ces ateliers départementaux dans les wilayas concernées que les schémas d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux (SAGEP) ont été muris et adoptés par les participants. Ces schémas comprennent un ensemble de données relatives au potentiel pastoral de chaque zone, les enjeux/menaces sur ce potentiel, les priorités de règles de gestion durable et les priorités d'aménagements pastoraux ou de protection.

L'expérience de la négociation, de la conception et de la mise en place de chartes pastorales est innovante à plus d'un titre et doit être poursuivie dans les autres régions pour améliorer le partage des ressources naturelles dans les zones à haute importance pastorale.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MR

Gestion des ressources naturelles en Mauritanie

L'expérience innovante de mise en place de schémas d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux et de chartes pastorales

Les ateliers ont montré que les organisations de pasteurs et d'agropasteurs sont conscientes de cette nécessaire réorganisation des parcours pastoraux et la gestion rationnelle de l'espace et des ressources pastorales et y adhèrent, grâce aux efforts de sensibilisation et d'animation pastorale du PRAPS-MR, des services techniques déconcentrés du Ministère du développement rural ainsi que des autorités administratives et des élus locaux, etc.

L'intérêt de la mise en place des chartes pastorales

Une charte pastorale intercommunale complétant les SAGEP de chaque zone a été soumise pour amendement et validation, aux participants lors des ateliers régionaux, organisés dans les wilayas concernées. Elle comprend une trentaine d'articles rédigés à l'appui d'un expert national. L'intérêt de la mise en place des chartes pastorales au niveau des zones concernées est double. Il s'agit d'abord de prévenir et/ou de gérer les conflits entre pasteurs et agro-pasteurs autour de l'utilisation des ressources naturelles. Pour les autorités administratives, en plus des autres outils législatifs et réglementaires existants, la charte sera un instrument d'arbitrage des conflits autour de la gestion des ressources pastorales.

«La charte pastorale est constituée d'un ensemble de règles émanant des populations et qui sont approuvées par les autorités ; et ces règles complètent l'existant et sont en phase avec les textes législatifs et réglementaires existants et régissant déjà la gestion des ressources naturelles en Mauritanie: le code pastoral, le code de l'eau et le code forestier pour ne citer que ceux-là» a indiqué M. Fall Abdoulaye, responsable de la Composante 2 du PRAPS-MR. Idem pour le Wali de la wilaya du Trarza, M. Moulaye

Brahim Ould Moulaye Brahim, dans son mot d'ouverture (en mai 2019) de l'atelier régional validation de la charte pastorale au niveau de sa wilaya, qui s'est dit persuadé que **« les recommandations et orientations issues de cet atelier permettront de renforcer davantage la réorganisation des parcours pastoraux et la gestion rationnelle de l'espace et des ressources pastorales dans cette zone ».**

À l'issue des ateliers régionaux de validation, six (06) chartes pastorales ont été signées par les représentants des usagers des ressources au niveau des ZIP des wilayas concernées.

Ces chartes qui ont été également visées par les walis de ces régions, ont fait aujourd'hui l'objet d'arrêtés officiels.

Autre étape importante de ce processus, les autorités administratives et communales et les communautés locales seront initiées, durant cette année 2020, à la mise en œuvre de ces chartes lors d'ateliers prévus à cet effet dans les chefs-lieux

des différentes wilayas concernées par la mise en place des chartes pastorales. À la suite de ces ateliers, les arrêtés de validation des chartes seront publiés dans le journal officiel.

Cette étape d'initiation à la mise en œuvre des premières chartes pastorales sera également renforcée par une autre phase d'extension de l'emprise de ces chartes à d'autres wilayas et zones, notamment l'Assaba (02 communes : Hamoud et Tenaha) et le Gorgol. À noter qu'une fois validées, les superficies des ZIP soumises aux règles des chartes seront comptabilisées dans l'indicateur de résultat (IR : superficies où les bonnes pratiques de gestion des paysages sont promues par le PRAPS) de la composante 2 du PRAPS Mauritanie.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MR

Amélioration de la santé animale

Une couverture vaccinale améliorée et les capacités opérationnelles, logistiques et humaines des services techniques renforcées

Le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel Mauritanie (PRAPS-MR) ne lésine pas sur les moyens en vue d'appuyer le Ministère du Développement rural (ex-Ministère de l'Élevage) dans le renforcement des capacités opérationnelles, logistiques et humaines des services régionaux de santé animale et l'amélioration de la couverture vaccinale du cheptel contre les principales maladies animales prioritaires. Des appuis multiformes du projet à plusieurs niveaux.

Au démarrage du projet, la première injection donnant le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de vaccination du cheptel 2016-2017 avait été donnée par le chef de l'État de l'époque. Un engagement des autorités au plus haut niveau qui confirmait le nouvel élan donné au secteur de l'élevage.

La Convention de partenariat entre le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel Mauritanie (PRAPS-MR) et la Direction des services vétérinaires (DSV) a permis en outre de dessiner les contours de la mise en œuvre des activités de la Composante 1 destinée à l'amélioration de la santé animale.

Elle a permis également de renforcer les capacités opérationnelles des Services Vétérinaires par la construction/réhabilitation de locaux et l'octroi d'équipements informatiques, de froid (dont 04 réfrigérateurs, 22 congélateurs et 28 Glacières Isothermes) au niveau central,



Une convention...et des appuis multiformes

Cette convention a permis de prendre en charge et de motiver annuellement, lors du lancement de chaque campagne de vaccination du cheptel, plus d'une vingtaine d'équipes dédiée à cette opération.

des wilayas, des moughataas et des postes frontaliers.

Les moyens logistiques (motos et véhicules au niveau central et local) ne sont pas en reste. Une vingtaine de véhicules Pick-Up flambant neufs et une dizaine de motos ont été également mis à la disposition des délégations régionales et des inspections départementales du MDR. Les témoignages particulièrement positifs sur les « premiers effets et impacts » de ces véhicules fournis par le projet et qui justifient la pertinence de cette action nous viennent des autorités administratives régionales, des agents des services techniques déconcentrés au niveau local et des communautés pastorales.

«Le véhicule fourni par le PRAPS Mauritanie rend de multiples services à l'Inspection d'Élevage de Boutlimit », a déclaré le Hakem de cette moughattaa. Avant d'ajouter : « Depuis que le véhicule a commencé à sillonner régulièrement les localités de notre moughattaa, je dirai que les éleveurs sont plus enclins à faire vacciner leurs animaux. Nous les utilisons entre autres pour la sensibilisation et la communication de proximité avec les éleveurs.»





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-MR

Amélioration de la santé animale

Une couverture vaccinale améliorée et les capacités opérationnelles, logistiques et humaines des services techniques renforcées

L'Inspecteur d'Élevage de Boutilimit partage aussi cette même appréciation : « Le fait d'avoir à notre disposition un véhicule a été l'état de grâce pour les éleveurs des localités situées à Ajar, à l'ouest de la moughattaa, qui sont réputées difficiles d'accès, et où il y a pourtant de fortes concentrations d'animaux ».

Les nombreux autres avantages de ces véhicules sont également magnifiés par les éleveurs. Pour Abdallahi Ould Sidimou, un pasteur de la localité d'El Akrich (située à 88 km de Boutilimit) : « Depuis que l'Inspecteur d'élevage et l'auxiliaire vétérinaire ont commencé à faire des tournées régulières en véhicule dans notre localité nous n'avons plus à nous rendre jusqu'au chef-lieu de la moughatta de Boutilimit. Maintenant, c'est eux qui viennent vers nous pour vacciner, pour soigner et pour prendre en charge les cas d'urgence ».

Acquisition de millions de doses de vaccins contre la PPR et la PPCB

L'acquisition annuelle, depuis le démarrage du projet, de plusieurs millions de doses de vaccins contre la peste des petits ruminants (PPR) et la Péripneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) ainsi que la livraison de 02 véhicules frigorifiques au profit de la DSV ont permis de donner un véritable coup d'accélérateur à la phase d'amélioration qualitative et quantitative de la couverture vaccinale du cheptel et de la sécurisation de la chaîne de froid entamée par cette direction.

Ces efforts soutenus et impulsés par le PRAPS-MR en matière d'acquisition de vaccins, et qui sont renouvelés quasiment chaque année, ont contribué fortement à la réduction de la morbidité et la mortalité liées aux maladies animales prioritaires. Grâce à cet appui, les objectifs de vaccination fixés pour la campagne annuelle 2016/2017 de vaccination du cheptel contre les deux maladies prioritaires avaient été largement dépassés, avec plus de 1,8 million de bovins vaccinés contre la PPCB et 1,6 million contre la PPR. Une prouesse dans l'amélioration de la couverture vaccinale contre ces deux maladies qui n'aurait pas été possible sans cet appui conséquent du projet.

Formation initiale de deux promotions d'étudiants docteurs vétérinaires Mauritaniens inscrits à l'EISMV

Par ailleurs, dans le cadre de l'appui au Ministère du Développement rural pour combler le déficit en ressources humaines et permettre un renouvellement rapide de l'ensemble des ressources humaines impliquées dans l'offre de services vétérinaires, le Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel Mauritanie (PRAPS-MR), en accord avec la Banque mondiale, a signé une convention de partenariat avec l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar. L'objectif de cette convention est d'assurer la formation de deux (02) promotions de 20 étudiants « docteurs vétérinaires » dont 10 étudiants bacheliers et dix (10) techniciens supérieurs sortants de l'Institut Supérieur d'Enseignement Technologique de Rosso. A cet effet, et ce, depuis octobre 2017, le PRAPS Mauritanie prend entièrement en charge, le coût de la formation initiale de deux promotions d'étudiants mauritaniens, inscrits à l'EISMV, pour une durée de six (06) ans. Les deux promotions suivent actuellement les cours au niveau de cette école sous-régionale.



UNITES NATIONALES DE COORDINATION-NE

QUELQUES ACQUIS DU PROJET

23 marchés à bétail sur 28 et 6 Postes vétérinaires sur 11 réceptionnés

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel Niger, PRAPS-NE continue sa série de réception des infrastructures vétérinaires construites dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités au Niger.

Ainsi, du 12 au 24 mars dernier, une mission conduite par le chargé des programmes du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, comprenant le coordonnateur national et des experts du projet ainsi que des acteurs des filières s'est rendue dans les régions de Zinder et de Diffa. Cette mission avait pour objectif de réceptionner provisoirement certaines infrastructures construites par le projet dans ces deux régions difficiles d'accès et où l'insécurité constitue un facteur limitant la mise en œuvre des activités du projet.

Au niveau de chaque région, la mission était placée sous la conduite du Secrétaire général adjoint du gouvernement de la région et du conseil régional avec la contribution des acteurs régionaux de mise en œuvre du projet.

Ce sont notamment les marchés à bétail de la commune rurale de Issari, celui de Gagamari dans la commune rurale de Chetimari, le marché à bétail de la commune urbaine de Diffa, celui de Kelakam et de



Warangou.

Au total au Niger, 23 marchés à bétail construits par le projet ont été provisoirement réceptionnés sur les 29 marchés en prenant en compte les 12 marchés réceptionnés lors de la première mission. En plus de ces marchés, six (06) postes vétérinaires construits sur 11 ont aussi été réceptionnés.



Dans la région de Zinder, au centre Est du Niger, la mission a réceptionné trois (03) postes vétérinaires et visités deux (02) dont les travaux avancent normalement en dépit d'un retard déjà enregistré sur les délais de livraison. Outre les postes vétérinaires réceptionnés provisoirement, il y a aussi le Poste vétérinaire de Takieta dans la commune de Garagoumsa, celui de damagaram Takaya et le troisième est dans la commune de Belbedji. Aussi, s'agissant des marchés à bétail, la mission a visité et réceptionné cinq (05) marchés au niveau de la région de Diffa.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

REALISATIONS DU PRAPS ET DEVELOPPEMENT DURABLE TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

L'année 2020 signera l'apothéose pour le PRAPS au Sénégal. D'ici la fin de l'année, le paysage pastoral sénégalais va prendre une nouvelle dimension infrastructurelle avec à la clé 30 parcs à vaccination neufs, quatre (04) aires d'abattage, dix (10) forages équipés de réseaux d'adduction d'eau complets, trois (03) cabinets vétérinaires privés de proximité, trois (03) postes d'inspection vétérinaires transfrontaliers (PIF), huit (08) magasins de stockage d'aliments pour bétail de 100 tonnes, vingt (20) magasins ou boutiques pastorales de 50 tonnes, onze (11) laiteries et huit (08) marchés à bétail. A cela s'ajoutent la réhabilitation et/ou la construction d'une trentaine de postes vétérinaires, de services régionaux et des départements de l'élevage.



En attendant la réception définitive de ces infrastructures, le projet compte également à son actif plusieurs autres réalisations de première main pour booster l'élevage pastoral. Nous en rapportons quatre types : la constitution de réserves fourragères, la culture fourragère, la fabrication de vaccins et la vaccination avec marquage.

Sécurité alimentaire du bétail et valorisation du fourrage

Les contraintes environnementales complexifient l'alimentation des animaux domestiques. Les feux de brousse ravagent une grande partie de l'herbe disponible. Les vents et autres phénomènes climatiques ne permettent pas toujours une disponibilité continue des ressources fourragères pendant toute l'année. Les termites et les défécations animales souillent une grande partie de l'herbe. Selon les spécialistes, un tiers seulement

des ressources fourragères naturelles est mangé par les animaux ; les deux tiers sont donc perdus.

C'est pourquoi, pour atténuer ces pertes et aider à la résilience des communautés pastorales, le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), s'est investi dans la culture et la constitution de réserves fourragères pour réduire le déficit fourrager qui menace le pastoralisme.

Témoignages de bénéficiaires de l'appui du PRAPS

Avec la FAO, le PRAPS a initié le concept « Champs-école » qui fait son bonhomme de chemin. A ce jour, plusieurs pépinières ont été mises en place et des boutures de néma distribuées à plusieurs groupes mixtes pour vulgariser la culture de cette plante à haut rendement fourrager et nutritionnel. Dans cette perspective le PRAPS qui a déjà obtenu des résultats intéressants à Linguère, à Barkédji et à Loumbol Thilly, entre autres, a appuyé l'Association pour la Défense de l'Intérêt des Producteurs de Podor (ADIPP) à créer six champs-école dans ce département du nord du Sénégal qui est l'une des plus grandes zones qui alimentent la transhumance. La première récolte de ces champs-école agropastoraux a été réalisée le 23 avril 2020 par un groupement de femmes de l'ADIPP. Le PRAPS a fourni la clôture, la motopompe et a assuré la formation.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

REALISATIONS DU PRAPS ET DEVELOPPEMENT DURABLE

TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

Isma SARR, 75 ans, éleveur à Gouloum Thiarène : « Le PRAPS m'a appris en moins de deux ans, bien plus que tous les autres projets en 40 ans ! »

Gouloum Thiarène, est un village dans le département de Linguère, arrondissement de Yang Yang, région de Louga. Durant la période d'octobre à décembre, et tôt les matins, les deux motofaucheuses du vieux Isma SARR entrent en action. Cet éleveur qui dispose d'un impressionnant troupeau de bovins, avait récolté l'année dernière 9500 bottes de fourrage dont la valeur commerciale était estimée à 14 millions de FCFA, à raison de 1500 F la botte de 12 à 15 kg.



En période de soudure, le fourrage sert en priorité à nourrir les animaux. Seul le surplus est écoulé. A la faveur de deux campagnes fourragères bien réussies, le vieil homme est devenu un véritable entrepreneur fourrager. Et il s'interroge souvent sur la nécessité de cultiver de l'arachide. Pour lui, en effet, « l'arachide est cultivée pour se faire de l'argent et du foin. Le fourrage naturel qui pousse à l'état sauvage, permet de faire d'une pierre deux coups. Il permet à la fois de se faire beaucoup d'argent et surtout de trouver assez de réserves pour nourrir les animaux jusqu'au prochain hivernage. »

Cette année, malgré le stress hydrique qui n'a pas favorisé l'abondance des pâturages naturels, Isma SARR a pu dépasser les 12 000 bottes, grâce à une nouvelle motofaucheuse acquise à 3 millions de F CFA, sur les économies réalisées lors de la campagne précédente. Sa première motofaucheuse et sa première botteleuse artisanale lui avaient été cédées par le PRAPS. Non content de faucher l'herbe sauvage à l'état vert, riche en protéines, le vieux

«diarga» a commencé, le 28 août 2019, à emblaver un périmètre pilote d'un hectare de néma. Le néma ou maralfalfa, devenu la coqueluche des éleveurs sénégalais, commence à produire après



trois mois de bouturage. Isma a effectué sa première récolte le 26 novembre 2019. Utilisant le système d'arrosage dit « goutte à goutte », le vieil éleveur mise sur la gestion judicieuse de l'eau pour gérer son champ de néma qu'il entend porter à trois hectares dès sa deuxième année d'exploitation. En plus des économies d'eau, la régularité des récoltes et la qualité du fourrage sont assurées.

Avec l'appui du projet, Isma SARR a pris part à la sixième journée nationale de l'élevage qui a été célébrée le 28 novembre 2019 à Kaël, dans le département de Mbacké, Région de Diourbel. Il fait partie des 33 lauréats qui ont été honorés par le Président Macky SALL pour s'être distingués en matière de constitution de réserves et de culture fourragères.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

AMELIORATION DE LA SANTE ANIMALE

TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

Vaccins lyophilisés : le PRAPS relève le défi de l'autosuffisance

Point d'orgue des réalisations du PRAPS : un système intégré de lyophilisation d'un coût d'un milliard 700 millions de francs CFA a été fourni à l'ISRA. Le montage et les tests sont terminés en décembre 2019.

Une fois opérationnel, le lyophilisateur permettra à ISRA productions de quadrupler sa production de vaccins en passant de 20 millions à 80 millions de doses par an. Si l'on sait que les besoins du Sénégal sont estimés à 10 millions de doses, l'Unité de production de vaccins de l'ISRA pourra satisfaire entièrement la demande locale mais aussi exporter vers les pays limitrophes et au-delà.



C'est le président Macky Sall, en personne, qui avait porté le plaidoyer du lyophilisateur auprès du Groupe de la Banque mondiale. Il avait été informé par les Services vétérinaires et le ministre de l'Elevage et des Productions animales que les ruptures fréquentes de vaccins étaient préjudiciables à la couverture sanitaire du cheptel. De ce point de vue, l'acquisition d'un système intégré de lyophilisation se présente comme un acte de souveraineté. Dès sa conception donc, le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS Sénégal) portait déjà dans ses gènes la fourniture d'un Lyophilisateur à l'Unité de Productions de vaccins de l'ISRA.

La livraison des pièces du puzzle a démarré par le





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

AMELIORATION DE LA SANTE ANIMALE

TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

Dr Yaya THIONGANE, Chef de l'Unité ISRA Productions de vaccins : « Nous allons passer, d'une production manuelle, à une production automatisée : nous sommes prêts pour faire face à la concurrence ! »

« Nous pouvons nous comparer à Air Sénégal car nous n'avons pas d'airbus mais pour l'Unité de productions de vaccins de l'ISRA, c'est le décollage avec ce lyophilisateur fourni par le PRAPS. Nous allons bâtir un hub vaccinal car l'une des forces de l'ISRA Productions de vaccins réside dans la qualité des vaccins produits. Les vaccins sont de très bonne qualité et répondent parfaitement aux normes et standards internationaux. Cela fait d'ailleurs la notoriété du laboratoire de production de vaccins de l'ISRA qui est une référence internationale dans la nomenclature de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Les vaccins sont très bien titrés et permettent une bonne immunisation du sujet vacciné. La chaîne de froid est bien maîtrisée avec l'existence de chambres froides où les vaccins sont conservés dans les normes requises. »



Pour El Hadj Boubacar SARR, Chef de la maintenance à l'ISRA : « le premier geste à saluer, c'est que le PRAPS a toute de suite mis l'accent sur l'entretien et la maintenance en rapport avec le fournisseur et fabricant du matériel. Talon d'Achille de la culture technique et technologique au Sénégal, l'entretien et la maintenance sont placés au rang de priorités des priorités par l'ISRA et le PRAPS. Et le nouveau lyophilisateur n'échappe pas à cette sacro-sainte règle de bonne gouvernance. Nous avons pu bénéficier d'une formation en Turquie et nous avons

acquis des pièces de rechange sur deux ans. En plus, grâce à la magie informatique, nous allons travailler en ligne avec le fournisseur pour régler les problèmes ponctuels. »



En visite à Dakar, dans le cadre des activités du PRAPS, Mme Edith VOKOUMA TAPSOBA, Coordinatrice du PRAPS Burkina Faso et le Dr HAYDO Abdoul Malick, Directeur Général des Services vétérinaires du Niger, ont souscrit à l'initiative du Sénégal et se disent prêts à coopérer avec l'ISRA. Pour eux « ce serait un avantage de pouvoir acheter des vaccins dans un pays PRAPS pour le rayonnement du projet dans la consolidation des acquis en matière de santé animale. »





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

AMELIORATION DE LA SANTE ANIMALE

TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

Et pour commencer le Laboratoire de l'ISRA devrait faire preuve d'innovations et enrichir son portefeuille de 26 vaccins dont 18 lyophilisés. Parmi ces derniers, cinq (05) vaccins lyophilisés constituent l'essentiel du chiffre d'affaires. Il s'agit du T1/44, du Clavesec, du PPR/H, du Polyéquipeste et de l'I2 correspondant aux 5 maladies prioritaires de la campagne nationale de vaccination au Sénégal.

Pour le Dr THIONGANÉ, « si les fruits ne trahissent pas la promesse des fleurs, l'Unité de Productions de vaccins de l'ISRA va décoller à l'image d'Air Sénégal et verra s'ouvrir devant elle, les portes de l'émergence avec la mise en service de son nouveau système de lyophilisation ».

L'Unité de productions de vaccins de l'ISRA a déjà reçu son certificat ISO 9001, version 2015, de même que 20 Autorisations de Mise en Marché (AMM) dans l'espace communautaire de l'UEMOA. » Désormais, l'ISRA a l'opportunité de confirmer sa dimension internationale. A l'heure de la capitalisation, le lyophilisateur livré à l'ISRA est l'une des clés de la pérennisation des réalisations du PRAPS au Sénégal.

Vaccination avec marquage : des bénéficiaires insoupçonnés

Mariéta BA, 45 ans, village de Bounama Yelour, bénéficiaire de la vaccination avec marquage au trèfle.



Très motivée, elle est venue trouver le vétérinaire de Niassanté Abdou Karim Wade avec son troupeau de moutons et de chèvres. Mariéta a une confiance aveugle à l'endroit de son vétérinaire. Selon elle, « les animaux et les hommes ont les mêmes droits.

Ce sont des créatures d'Allah ! J'aurais mauvaise conscience à faire vacciner mes enfants et à laisser mon bétail à la merci des maladies alors qu'il existe une solution toute faite dans la vaccination contre les diarrhées (PPR, précision du CPV). Le Dr (le CPV) m'a conseillé de revenir chaque année vacciner les animaux nés entre deux campagnes et ceux qui auraient échappé à la campagne précédente.

Depuis que j'ai commencé à vacciner, les décès ont baissé de 20 animaux environ par an, à deux ou trois. C'est un gros bénéfice que je veux consolider d'autant plus que le vaccin est presque gratuit. C'est pourquoi j'encourage tous les éleveurs à faire vacciner leurs bêtes avant le départ pour la transhumance. Ainsi, on protège nos animaux en zone de départ et on protège les animaux des zones d'accueil. »



Pour rationaliser l'acte vaccinal, il est désormais jumelé au marquage comme ici à Niassanté (département de Dagana, région de St-Louis). Grâce au jumelage Vaccination-Marquage, la Direction des Services vétérinaires a vacciné contre la PPR plus de 4 millions de petits ruminants en 2018-2019. En 2019-2020, une légère baisse a été notée du fait de la rupture de vaccins PPR. Les animaux marqués sont immunisés. Cette stratégie permet d'aller plus loin dans la protection des animaux. C'est un élément important dans l'engagement du Sénégal à éradiquer la PPR à l'horizon 2030.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-SN

AMELIORATION DE LA SANTE ANIMALE

TEMOIGNAGES DE BENEFICIAIRES DIRECTS DU PROJET

Pour un meilleur partage des informations vétérinaires, le Sénégal a lancé sa plateforme technologique basée sur l'outil KoboToolBox. Ce logiciel open source gratuit a été retenu par les techniciens des pays du PRAPS pour servir de système de gestion des bases de données épidémiologiques notamment sur la vaccination, le séromonitoring et le rapportage des maladies animales.



Le Sénégal qui avait connu une première expérience de gestion des bases de données épidémiologiques avec le système VGTROPICS a très vite adopté la plateforme KOBO et a développé tour à tour les formulaires sur le rapportage des maladies, la vaccination et le séromonitoring. Avec l'appui du PRAPS et des autres programmes en cours (REDISSE) tous les services déconcentrés ont été équipés en smartphones ou tablettes et le programme



de formation continue des acteurs de la santé animale a été mis à profit pour installer l'application sur les smartphones des chefs de poste vétérinaire et les initier à son utilisation.

En dehors de ces trois formulaires, deux autres ont été développés et fonctionnent assez bien notamment sur le mouvement interne du bétail et le mouvement frontalier en ciblant les points d'entrées massives d'animaux des pays frontaliers. Le formulaire sur le contrôle des médicaments est en développement.

Par ailleurs, le système d'information des marchés à bétail développé jusqu'ici sur CSPRO avec une location de serveur d'hébergement est en train de migrer vers la plateforme KOBO pour plus d'autonomie et de durabilité et à moindre frais. A ce jour, une dizaine de formulaires ont été développés pour le compte du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales : Rapportage de maladie ; Séromonitoring ; Vaccination ; Mouvement du bétail au niveau PIF ; Suivi exercice vétérinaire ; Suivi des importations ; Identification des équidés ; Suivi des marchés à bétail (SIM-B) ; Suivi des points de vente en période de Tabaski (Aid El Kébir).



Pour la vaccination, grâce au KOBO, les informations collectées lors des campagnes de vaccination sont transmises quotidiennement par les agents de terrain des zones couvertes par le PRAPS mais le projet travaille à vulgariser la pratique au niveau national en appui aux Services vétérinaires.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

Une infrastructure porte ses fruits seulement en une année

Dans le Ouaddaï, les mares d'eau maintiennent les éleveurs sur place

Dans la province du Ouaddaï, à l'extrême Est du Tchad, la réalisation des marres pastorales par le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Tchad), financé par la Banque mondiale, a permis de maintenir cette année, beaucoup d'éleveurs transhumants sur place.



Dans cette zone à socle où l'eau devient une denrée très rare, après la saison des pluies, alors que le pâturage est abondant, obligeant les pasteurs à migrer vers le sud du pays créant des conflits autour des points d'eau, la situation s'est considérablement améliorée cette année grâce au PRAPS.

En effet, les sept mares pastorales construites par le PRAPS courant 2018-2019 ont démontré leur utilité cette année. D'habitude, après la saison des pluies, les cours d'eau naturels épuisent leur stock au plus tard au mois de novembre. Cependant, cette année, les animaux continuent de s'abreuver jusqu'au mois d'avril, chose incroyable pour beaucoup d'éleveurs.

Il est 10 heures ce 24 janvier 2020, à la mare de Koundouma, située à 45 kilomètres à l'Ouest de la ville d'Abéché, chef-lieu de la province du Ouaddaï. Les beuglements des bêtes, les brouhahas des éleveurs, des salamalecs et des bruits de toute sorte viennent de partout. La joie de rester à cette période de l'année autour de son village se lit sur le visage des éleveurs, appelés autrefois nomades pour leur mouvement à cette période à la recherche de l'eau. Les causeries autour de la mare est largement dominées par la présence d'eau au mois de janvier et le contenu peut encore abreuver les bétails jusqu'au mois de Mai, pour certaines mares à l'orée d'une nouvelle saison des pluies.

« Dieu merci, l'abondance des pluies à la fin de la saison aidant, j'ai réussi depuis mon enfance à passer plus de six mois avec mes parents dans mon village. Autrefois, après le tarissement des marigots naturels, nous transhumons vers le sud du pays avec nos bétails pour trouver un endroit où l'eau est accessible. Cette année, grâce au projet PRAPS qui nous a construit cette marre pastorale, nous sommes sur place. On savoure la vie en famille. Vivement qu'on soit sédentarisé » souffle Abdoulaye Walda Doud, avec un sourire au bout des lèvres.

Pour certains de ses compagnons, en plus de rester sur place, la présence de la mare d'eau leur a permis d'éviter un de leurs soucis majeurs, à savoir les conflits avec les cultivateurs. Ils expliquent que pendant la transhumance, le moindre passage des animaux autour d'un champ, est la source des conflits meurtriers.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

Une infrastructure porte ses fruits seulement en une année

Dans le Ouaddaï, les mares d'eau maintiennent les éleveurs sur place

« Certains cultivateurs ont leurs champs sur le couloir de transhumance. Pendant notre déplacement, les animaux divaguent le plus souvent dans les champs. Nous avons été toujours la cible de ces cultivateurs et de certaines autorités administratives qui nous somment de payer des sommes colossales. Aujourd'hui, même s'il faut se déplacer, le passage est libre, et nous n'avons pas à nous inquiéter. L'eau est disponible autour de notre village pendant plusieurs mois après la saison des pluies » confie Fayçal Idriss Yacoub, l'un des grands éleveurs de la localité.



Koundouma « Sept mares, c'est gigantesque. C'est maintenant qu'on touche à nos vrais problèmes. Nous les éleveurs nomades vivant dans la province du Ouaddaï, éprouvons d'énormes difficultés pour accéder à l'eau. L'eau est la principale source de tous nos problèmes et pourtant l'eau c'est la vie, et nous perdons des vies à cause de l'eau. Nos leaders ont été associés en amont; la réalisation de ces mares a été décidée en commun accord avec les éleveurs » rappelle Abdel-Rahim Taha, un éleveur transhumant.



« Nous avons trop souffert dans cette province par manque d'eau. Beaucoup d'éleveurs ont quitté la zone à cause de ces difficultés » confie un éleveur du village





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

LE PRAPS, UN ADJUVANT DE LA LUTTE CONTRE L'EXTREME PAUVRETE ET DE LA RELANCE ECONOMIQUE

LE PRAPS-TD RECEPTIONNE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

Avec le PRAPS (Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel), c'est un nouveau départ plein de merveilles pour l'élevage tchadien. Le projet a métamorphosé le paysage pastoral tchadien au regard de ses grandes réalisations. De la vaccination du bétail à la construction des marchés à bétail et d'autres infrastructures en passant par la dotation en moyens logistiques aux structures déconcentrées de l'Etat en charge de l'élevage, le PRAPS Tchad a lancé une grande offensive contre l'extrême pauvreté dans le monde rural et donne ainsi, un coup favorable à l'économie nationale dont l'élevage représente 53% du PIB agricole et 18% du PIB national.

Au Tchad, l'élevage génère un capital productif estimé à près de 5.000 milliards de FCFA et fait vivre environ 40% de la population rurale. Il emploie à lui seul, 80% de la population active dont plus de la moitié est composée de femmes.

Né de l'initiative du Groupe de la Banque mondiale de concrétiser la volonté exprimée à Nouakchott, le 29 octobre 2013, par les Gouvernements du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Tchad et du Sénégal de synchroniser les énergies et de mutualiser les efforts afin de réaliser « un effort ambitieux pour un pastoralisme sans frontières », le PRAPS, mis en œuvre sous la coordination du CILSS est en passe de tenir toutes ses promesses au Tchad.



L'amélioration de la santé animale, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, la facilitation de l'accès aux marchés et la gestion des crises pastorales sont les domaines dans lesquels le projet s'est attelé avec méthode et rigueur dès son lancement en 2016. Le cheptel tchadien estimé à environ 100 millions de têtes, connaîtra un boom certain dans les années à venir au regard du travail abattu par le PRAPS.

Le manque d'eau est source de la perte du bétail et des conflits entre éleveurs-agriculteurs et même entre éleveurs-éleveurs dans le Sahel. Le PRAPS s'est investi dans la construction de 22 mares (14 réceptionnées) et la réhabilitation de 46 puits pastoraux. En matière de ressources en eau, le PRAPS, flexible aux contingences du terrain, innove des stratégies pour répondre aux besoins des bénéficiaires. C'est ainsi qu'en réponse à la crise pastorale de 2017, il a engagé la réhabilitation de cinq (05) stations pastorales dans la province du Batha dont quatre (04) ont été réceptionnées et remises aux bénéficiaires. Aujourd'hui de nombreux éleveurs nomades ou transhumants retrouvent le sourire. Jadis, par instinct de survie de leurs animaux, ils ont recours chaque année aux matériaux de fortune comme le bois et les herbes pour construire des points d'eaux.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

LE PRAPS, UN ADJUVANT DE LA LUTTE CONTRE L'EXTREME PAUVRETE ET DE LA RELANCE ECONOMIQUE LE PRAPS-TD RECEPTIONNE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

SECURITE, LE CONFORT ET LA TRAÇABILITE DES ANIMAUX VENDUS

La promotion du commerce du bétail transfrontalier donc de l'exportation du bétail sur pieds n'a pas été perdue de vue par le projet. Des postes frontaliers de sortie du bétail ont été construits. Deux (02) postes de sortie du bétail sur les cinq (05) construits par le projet sont déjà réceptionnés. Il s'agit de celui de Douguia dans le Hadjer Lamis pour l'exportation du bétail sur pieds vers le Nigeria et le Cameroun et celui de Adé à la frontière Tchad-Soudan pour l'exportation du bétail vers le Soudan. Ces postes équipés de l'énergie hydrique et solaire comportent des blocs administratifs pour les agents vétérinaires et douaniers ainsi que de toutes les commodités.

Toutes les dispositions y sont prises pour un commerce juste avec la maîtrise du flux de sortie des animaux pour le bénéfice de tous les acteurs notamment les trésors publics tchadiens par la garantie de la traçabilité. Des réalisations bien appréciées par la Banque Mondiale qui suit avec attention l'évolution de ce projet.



Les trois (03) autres postes en construction sont à Guicheney dans le Kanem et Tchoukou Talia dans le Lac pour la sortie du bétail vers le Nigeria et le Niger et, Ounianga dans l'Ennedi pour la sortie du bétail vers la Libye.

Dans ces postes transfrontaliers de sortie du bétail, made by PRAPS Tchad c'est la sécurité, le confort et la traçabilité des animaux vendus.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

Les réalisations du PRAPS, un atout pour le Tchad

Les parcs de vaccination allègent les souffrances des éleveurs

Le Tchad vient de boucler le deuxième round de vaccination contre la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB) et la Peste des Petits Ruminants (PPR). Les parcs de vaccination construits par le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Tchad), financé par la Banque mondiale ont été un appui de taille et un ouf de soulagement pour des milliers des pasteurs à travers le pays.



Pour nombre d'éleveurs les parcs de vaccination leur ont permis de gagner en temps et d'alléger leur souffrance. Les 100 parcs construits par le PRAPS Tchad, dans les 12 provinces où il intervient ont été réalisés conformément au besoin des bénéficiaires et suivant les études menées au préalable.

Dans la plupart de ces provinces, pour les campagnes de vac-

ination, les éleveurs Tchadiens, étaient obligés de construire des parcs de fortune en bois mort ou des branches d'arbres qui rendaient la vaccination trop pénible. Cette situation avait pour conséquence principale le refus des éleveurs de faire vacciner leurs bêtes.

Avec les nouveaux parcs construits avec des matériaux en métalliques et durables, ce sont les pasteurs eux-mêmes qui courent vers les **centres de vaccination**.

A N'Goura, dans la province de Hadjer Lamis, les agents vac-cinateurs rapportent qu'ils ont réussi à vacciner entre 200 à 400 têtes de bétail par jour, alors qu'avant la construction de ce parc, le nombre des bêtes vaccinées par jour se limitait entre 60 à 100.

La plus grande satisfaction vient des éleveurs. Pour Mahamat Zène, un transhumant, venant de la province du Bahr El-Ghazal, voisine de Hadjer Lamis, n'eût été ce parc de N'Goura, il allait dévier pour continuer sa route sans vacciner son bétail.

« Vous savez, avant pour vacciner, il fallait mettre les bêtes dans un enclos de fortune qui résiste peu. Par exemple pour mes 160 têtes de bovidés, je passe deux à trois jours. Aujourd'hui en une matinée, j'ai fini de vacciner tous mes bœufs et je poursuis mon chemin. Le gouvernement et ses partenaires doivent multiplier ce genre d'action pour alléger notre souffrance » déclare l'éleveur, tout joyeux sur son cheval harnaché.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-TD

Les réalisations du PRAPS, un atout pour le Tchad

Les parcs de vaccination allègent les souffrances des éleveurs

Un peu en remontant vers le haut dans la province du Batha qui compte plus de 11 000 000 têtes de toutes espèces confondues, dont plus de 80% de sa population est rurale et ne vit que du sous-secteur de l'élevage, les 11 parcs de vaccinations construits ont également réduit considérablement la misère de beaucoup d'éleveurs. Issa Akhabach, propriétaire de plus de 500 têtes d'animaux ne cache pas sa satisfaction à la sortie d'un parc de vaccination d'Ati, chef-lieu de la province.

« Je ne peux que dire merci au projet PRAPS, qui a compris nos besoins réels qui nous a sorti de cette longue souffrance. Avec ce parc, en une journée, j'ai pu facilement et rapidement vacciner mes 110 dromadaires et 390 bœufs. Cela a été à mes yeux incroyables. Ce sont ces genres de projet qu'il nous faut » s'exclame l'éleveur, d'un air très satisfait».

Même son de cloche dans les provinces du Ouaddaï, de l'Ennedi Est et Ouest. Des éleveurs rencontrés autour de ces parcs pendant la campagne de vaccination adhèrent parfaitement au projet. « Continuez à nous appuyer avec ces types d'infrastructures. C'est ce qu'il faut aux éleveurs pour les aider à mieux vacciner leurs bêtes. Ce qui fait fuir beaucoup de pasteurs, c'est le manque d'une infrastructure adéquate et adaptée. Cette fois-ci, ce sont les éleveurs eux-mêmes qui sont allés vers les centres de vaccination avec leur bétail » observe Tahir Rozzi, un éleveur à la mare de Korbol,



à une soixantaine de kilomètre au sud de Kalait, chef-lieu du département de Mourcha, dans la province de l'Ennedi Ouest.

Dans tous les cas, il ressort des témoignages des éleveurs et des agents vaccinateurs recueillis sur le terrain que l'implantation des parcs de vaccination par le projet PRAPS a contribué efficacement à la réussite de la campagne contre les deux maladies animales notamment contre la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB) et la Peste des Petits Ruminants (PPR). Car soutiennent-ils, ces parcs ont réduit le facteur temps et le facteur énergie que les éleveurs fuient pour vacciner leur bétail. Les éleveurs pour leur part souhaitent que le PRAPS multiplie encore d'autres parcs pour un accès plus facile.



REGARD DES ACTEURS

Regards sur la Covid 19 de Adama TRAORE, Secrétaire Exécutif de l'APSS

“ ... il est impérieux de surveiller l'état et l'évolution de la vulnérabilité des exploitations familiales afin de pouvoir réagir à temps et comme il le faut ...”



CONTEXTE VU PAR L'APSS

La pandémie de la COVID-19 frappe partout dans le monde et sur tous. Multiples, divers et calamiteux sont ses impacts sur les producteurs ruraux africains et notamment dans le

monde du pastoralisme Ouest et Centre africain.

sein de la communauté ;

- La disparition des marchés à bétail transfrontaliers du fait de leurs fermetures prolongées ou par manque d'animaux et la réduction durable de l'offre en protéines animales pour les populations locales ;
- L'installation d'une crise socioéconomique pouvant entraîner l'effritement de la cohésion sociale ;
- L'enrôlement de certains éleveurs dans les groupes armés dû à la perte de leurs capitaux productifs.



Afin de mieux cerner les contours des effets/impacts de la pandémie de la COVID-19 sur ses Exploitations Familiales membres, l'APSS a, entre mars et avril 2020, collecté et analysé des données dans 12 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est ressorti de ces analyses que dans le moyen et long terme, si la crise du COVID-19 n'est pas maîtrisée et que les États maintiennent la fermeture de leurs frontières, la crise impactera fortement la vie des éleveurs et de celles de leurs familles. Les effets vont s'accroître de plus belle et impacteront la vie des éleveurs pour longtemps. Parmi ces impacts, ceux qui sont déjà envisageables sont :

- Une perte très importante du cheptel due au manque de pâturage, d'eau et du développement de maladies zoo-sanitaires dans les zones transfrontalières ;
- La paupérisation des éleveurs et de leurs familles entraînant une crise alimentaire et nutritionnelle au



Regards sur la Covid 19 de Adama TRAORE, Secrétaire Exécutif de l'APESS

“ ... il est impérieux de surveiller l'état et l'évolution de la vulnérabilité des exploitations familiales afin de pouvoir réagir à temps et comme il le faut ... ”

PRÉCONISATIONS DE L'APESS

Au vu de la situation, la stratégie, du point de vue de l'APESS, devrait avoir un double objectif : i) sauver des vies en initiant des actions urgentes pour lutter contre la COVID-19 et faire face aux impacts économiques des mesures prises par les États et ii) préparer l'après-crise en œuvrant pour une plus grande résilience des éleveurs en les accompagnant dans la reprise de leurs activités.

Ainsi, l'APESS recommande :

- **Que les politiques de sécurité alimentaire** soient basées sur des modèles de consommation donnant la priorité aux produits fabriqués localement, notamment le lait.



- **Que les politiques agricoles et leurs budgets de financement** soient revus à la hausse pour s'adapter aux besoins actuels, booster les productions locales, et atteindre la cible de Malabo (10% des budgets nationaux alloué à l'agriculture). Mieux Ces budgets doivent être financés en priorité par les Etats et non par l'aide extérieure qui pourrait ne pas être disponible en cas de crise mondiale.

- **Que les instruments des filets sociaux soient mobilisés. Ici il s'agira surtout** de s'interroger avec les décideurs politiques nationaux et régionaux sur les mesures de protection sociale prises ou non-prises, et questionner leur succès ou leur faillite à faire que les populations les plus vulnérables, notamment pour les

éleveurs, puissent faire face à cette crise induite par le COVID-19.

- **Que les États constituent à leur niveau un Fonds d'urgence pour la relance de l'élevage** afin de fournir un appui matériel aux éleveurs pour reconstituer leur troupeau et reprendre l'élevage. Ce Fonds d'urgence permettra aussi de venir en aide aux éleveurs déplacés internes suite à l'insécurité.

- Que les projets et programmes en cours d'exécution soient réorientés et adaptés au contexte du COVID 19

- De nouveaux projets/ programmes conçus pour accompagner et renforcer l'adaptation des éleveurs et des acteurs des filières agropastorales aux effets néfastes du COVID-19.

Au-delà de l'analyse de ces 1ers impacts de la pandémie, il est impérieux de surveiller l'état et l'évolution de la vulnérabilité des exploitations familiales afin de pouvoir réagir à temps et comme il le faut. A cet effet, l'APESS, avec le concours de certains de ses partenaires, s'emploie mensuellement à évaluer la situation pour voir ce qu'elle-même peut faire et aussi pour voir comment chercher à orienter les appuis multiformes des Gouvernements et des Organisations humanitaires qui œuvrent au soutien ou à la relance des activités dans le monde rural. En pratique, mensuellement, des informations en provenance de 8 pays (Burkina Faso – Niger – Cameroun – Tchad – Nigeria – Sénégal – Mali – Guinée Bissau) sont collectées et analysées ; le résultat, en forme de bulletin numérique, est partagé comme il se doit.

APESS :

Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane

Secrétariat Exécutif : 04 BP 590 Ouagadougou 04

Tél : +226 25 34 66 36/70 25 50 95

Email : sg@apess.org – Site Web : www.apess.org



ALBUM DU PRAPS

Visites des réalisations du PRAPS Burkina Faso



ALBUM DU PRAPS

De la visite des réalisations du PRAPS-Mali



ALBUM DU PRAPS

De la visite des réalisations du PRAPS-Sénégal



ECHOS DU PRAPS

Bulletin Trimestriel d'information du Projet Régional
d'Appui au Pastoralisme au Sahel

Boulevard Moammar El Kaddafi.

03 BP 7049 Ouagadougou 03

Téléphone : +226 25 49 96 00 - Fax : +226 25 37 41 32

Site web : www.cilss.int - praps.cilss.int

Courriel : administration.se@cilss.int

Twitter : @cilssinfos - Facebook : systeme.cilss

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Dr Djimé ADOUM, SE-CILSS

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉE

Maty BA DIAO, Coordinatrice Régionale du PRAPS

DIRECTRICE DE REDACTION

Régina BANDE, Experte en Communication PRAPS-CILSS

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Romuald SOMDA, PRAPS -Burkina Faso

Maimounatou TOURE, PRAPS- Mali

Danifaba DEWA, PRAPS- Mauritanie

Saidou DAOURA, PRAPS- Niger

Yoro SARR, PRAPS -Sénégal

Souleymane Abderamane, PRAPS -Tchad

Régina BANDE, PRAPS-CILSS

Hamidou TIEMOGO, APESS

CONSEILLER A LA REDACTION ET A L'EDITION

Dank Koulou Abdoul Karim, Chef de l'Unité d'Appui
au Management Communication-Information -
documentation du CILSS

AGENDA DU PRAPS

Missions d'appui de la Banque mondiale aux pays du PRAPS et au CILSS (en ligne)

Composante 1: Amélioration de la santé animale

15 juin 2020: Mauritanie et Sénégal

16 juin 2020: Mali et Burkina Faso

17 juin 2020: Niger et Tchad

Composante 2: Amélioration de la Gestion des ressources naturelles

8 juin 2020: Mauritanie-Sénégal

9 juin 2020: Mali et Burkina Faso

15 juin 2020: Niger et Tchad

Composante 3: Facilitation de l'Accès aux marchés

9 juin 2020: Mauritanie-Sénégal

10 juin 2020: Mali et Burkina Faso

11 juin 2020: Niger et Tchad

Composante 4: Gestion des crises pastorales

16 juin 2020: Mauritanie-Sénégal

17 juin 2020: Mali et Burkina Faso

18 juin 2020: Niger et Tchad

Composante 5: Gestion du Projet

22 juin 2020: CILSS

23 juin 2020: Mauritanie-Sénégal

24 juin 2020: Mali et Burkina Faso

25 juin 2020: Niger et Tchad

Parole digne d'intérêt:

« ... de l'analyse des informations issues du dispositif de prévention et de gestion des crises (PREGEC), coordonné par le CILSS au nom du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), la présente crise sanitaire liée au COVID-19 aura des impacts importants sur :

1. La sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà préoccupante avec près de 17 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et 50,8 millions de personnes actuellement sous pression qui risquent de basculer en phase de crise d'ici juin-août 2020 ;
2. La sécurité civile, surtout dans les Etats membres du G5/Sahel confrontés au terrorisme ;
3. L'élevage transhumant avec la fermeture des frontières au niveau de la majorité des pays concernés ;
4. La circulation et la commercialisation des produits agroalimentaires et pastoraux et la fourniture d'intrants de production agricole ;
5. La campagne agropastorale 2020-2021 et
6. La résilience des communautés rurales vulnérables en affaiblissant leurs moyens d'existence, ... »: **Dr Djimé ADOUM, Secrétaire Exécutif du CILSS**

